

<https://www.francetransactions.com/actus/news-epargne/Macron-rattrape-par-le-Fisc.html>



Macron rattrapé par le Fisc ?

- ð Actualités - ° Actualités Epargne -



Publication date: mercredi 1er juin 2016

Copyright © Guide épargne et placements pour 2021 - Tous droits réservés

Le ministre français de l'Economie rattrapé par le fisc (mediapart)

Interrogé en marge d'une visite d'usine dans le nord, l'ancien banquier d'affaires de Rothschild a assuré mardi n'avoir "fait l'objet d'aucun redressement fiscal", sans démentir être désormais assujéti à l'ISF. "Je suis en règle avec l'administration fiscale et avec la Haute autorité pour la transparence de la vie publique", a assuré le ministre.

Entré au gouvernement en août 2014 après deux ans passés au poste de secrétaire général adjoint de l'Élysée, Emmanuel Macron est une personnalité populaire en France. Il a récemment créé une formation politique, alimentant les conjectures sur ses ambitions à un an de la présidentielle de 2017.

Il n'était jusque là pas assujéti à l'ISF, payé par les ménages au patrimoine dépassant 1,3 million d'euros. Mais selon Mediapart, "les vérifications entreprises" après son arrivée au ministère de l'Economie ont conduit le fisc à réévaluer son patrimoine.

De telles vérifications font partie des règles de transparence de la vie publique instituées en France après le scandale Jérôme Cahuzac, du nom de l'ex-ministre du Budget banni de la vie politique en 2013 après avoir avoué la dissimulation d'un compte en Suisse.

Emmanuel Macron "a finalement admis qu'il devait payer l'ISF et déposer une déclaration rectificative pour les années 2013 et 2014", poursuit Mediapart, qui précise néanmoins que le rattrapage devrait "rester inférieur à 10.000 euros, intérêts ou pénalités compris".

Selon le Canard enchaîné, le litige avec le fisc, qui a donné lieu à plus d'un an et demi de discussions, a porté en particulier sur la valeur de la demeure de l'épouse du ministre au Touquet, une cité balnéaire dans le nord de la France.

Cette dernière a été évaluée par l'administration à 1,4 million d'euros, au lieu des 1,2 million annoncés par le ministre, qui a contracté un emprunt pour y réaliser des travaux.

"Je suis pour la transparence dans la vie publique, je suis pour le contrôle régulier et intransigeant de tous les dirigeants publics, mais je ne suis pas pour la société du déballage", a déclaré mardi M. Macron, se réclamant du "secret fiscal".

"Je ne suis dupe de rien, sachez-le !", a poursuivi le ministre, évoquant une volonté de le déstabiliser à un moment où il tente de renouveler la politique française avec des idées souvent sujettes à polémique.